

**LE CONFLIT EN IRAK : LES POINTS DE DISCORDE ET LES  
EFFORTS DE RÉOLUTION**

**Dr. IS Zabadi  
DOYEN,  
Centre Africain pour les Recherches et Etudes Stratégiques,  
Collège National de la Défense Abuja-Nigeria**

**Un discours présenté à l'Association des Sénats, Shoorra et autres Conseils  
Similaires en Afrique et dans le Monde Arabe  
Commission de Paix et de Résolution des Conflits  
Assemblée Nationale, Abuja,  
11 au 13 décembre 2007.**

## INTRODUCTION

La Région du Golfe est peut-être la région pétrolifère du monde. La plus grande partie du pétrole est produit par une poignée de pays tels que l'Arabie Saoudite (disposant de la plus grande réserve du monde), l'Iran, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, le Qatar... C'est également cette région qui approvisionne les pays industrialisés d'Europe et de l'Amérique du nord, en pétrole dont ils ont besoin. Les plus grandes compagnies pétrolières du monde, issues de ces grandes nations industrielles sont impliquées dans le secteur pétrolier du Golfe.

La région du golfe est pour ce faire d'une valeur stratégique pour le monde occidentale et depuis des siècles, l'Occident a tenté d'exercer un contrôle sur cette partie du globe. Le Golfe a été depuis la nuit des temps, un terrain de bataille pour plusieurs puissances mondiales, qui ont essayé d'y avoir un contrôle. La dernière puissance en date, à se lancer dans la course pour le contrôle est les Etats-Unis d'Amérique, plus particulièrement depuis la seconde guerre mondiale. Au cours de la guerre froide, les Etats-Unis ont maintenu leur présence et domination sur le Golfe à travers un soutien militaire pour des pays comme l'Iran et la Turquie. Ces pays ont servi comme des bases locales de protection des intérêts américains dans la région.

Lorsque, comme résultat de la Révolution Islamique (1979), les Etats-Unis furent expulsés de l'Iran, ceux-ci ont renforcé le pouvoir militaire de l'Iraq pour que ce dernier attaque l'Iran. Comme résultat, l'Iran et l'Iraq se livrèrent une guerre meurtrière presque pendant les années 1980s. Au cours de cette guerre, les Etats-Unis et leurs alliés ont armé l'Iraq qui devint une puissance militaire redoutée par les voisins militairement impuissants.

A la suite de la guerre des huit ans contre l'Iran, l'Irak se tourna contre le Koweït, un pays qu'il essaya d'annexer. Ceci résultat en l'évasion du Koweït par l'Irak en août 1990. Les États-Unis ont mené la coalition et d'autres pays à la guerre, guerre sanctionnée par les résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies visant à pousser l'Irak hors du Koweït et à restaurer la souveraineté de cette dernière. Cela fut fait et les termes de la paix sont imposés à l'Irak suivant le Résolution 687 (1991) du 3 avril 1991. Le présent conflit en Irak est le produit de l'application de la résolution 687 (1991).

Le présent document présente en premier lieu au problème qui a engendré le conflit actuel en

Irak. Il examine alors le conflit irakien au regard des différents acteurs et leurs rôles dans la gestion et la mise d'une fin au conflit. Il examine aussi les revers eus dans la gestion du conflit. Il conclut en faisant des recommandations en vue de la résolution du conflit.

### **LES SUJETS DE DISPUTE DAND LE CONFLIT EN IRAK**

Les sujets de dispute découlent des conditions que les Nations Unies imposèrent à l'Irak, conditions contenues dans la Résolution 687. Cette résolution visait à débarrasser l'Irak des Armes de Destruction Massive (ADM) à travers un processus bien défini. L'ONU exigea que l'Irak se soumette inconditionnellement aux dispositions du Protocole de Genève datant de 1925 sur la prohibition de l'usage en période de guerre des moyens d'asphyxie, d'empoisonnement ou autres gaz, et des armes bactériologiques. Il était exigé que l'Irak ratifie les Conventions sur la prohibition de développement, de production et de stockage des armes bactériologiques (biologiques) et des toxines. Jusqu'au moment où le Président Bush prononça un discours à l'assemblée des Nations Unies le 12 septembre 2002, le problème engendré par le Résolution 687 (1991) n'a pas été résolu. La question du désarmement de l'Irak des ADM occasionna au sommet des Nations Unies une tension entre le multilatéralisme et l'unilatéralisme rampant. Cette tension ne portait pas au fait de savoir si l'Irak devrait être débarrassée des ADM, mais sur la manière dont ce désarmement devrait être conduit.

Ainsi, la décision de Georges Bush, Président des Etats-Unis à lancer ce qui était en fait une guerre anglo-américaine contre l'Irak de Saddam Hussein, a mis à nue les discordes entre les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la manière de désarmer l'Irak des ADM. D'autre part, les Etats-Unis et le Royaume Uni insistèrent pour que le Conseil de Sécurité des Nations Unies ne sanctionne pas l'usage de la force militaire pour désarmer l'Irak des ADM. Les deux pays anglo-saxons soutinrent que ceci soit en accord avec la Résolution 1441 (2002) qui prévoyait que des mesures draconiennes soient prises contre l'Irak si les inspections et vérifications des Nations Unies révélaient qu'il violait les dispositions de la Résolution 687 (1991). De l'autre côté, le Russie, la France et la Chine, les trois autres membres permanents du Conseil de Sécurité, en plus de l'Allemagne insistèrent que l'Irak ne devait être désarmée des éventuelles ADM que par des voies pacifiques.

Finalement, la question de savoir si l'Irak devrait être désarmée des ADM était résolue à travers la résolution 1441 (2002), prise unanimement par le Conseil de Sécurité. La résolution 1441 n'avait pas seulement choisi la diplomatie multilatérale comme la voie par laquelle l'Irak

devrait être désarmée, mais avait décidé que seule l'ONU devait conduire le processus. Lorsque les Etats-Unis et la Grande Bretagne déclarèrent que l'Irak pouvait être désarmée militairement si nécessaire, avec ou sans l'ONU, l'organisation qui avait soutenu la diplomatie multilatérale dans la période post-guerre froide était mise à rude épreuve. Le désagrément qui dressa la Russie, la France, la Chine et d'autres pays contre la position des Etats-Unis et le Royaume Uni était une manifestation claire de leur préférence pour le multilatéralisme qui concordait avec leurs intérêts. Ceci était dû en partie au doute qu'ils avaient au sujet des allégations des Etats-Unis et du Royaume Uni sur la possession par l'Irak d'ADM.

### **L'IRAK POSSEDAIT-IL DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE ?**

Il est probable que l'Irak dispose des armes en terme de quantité et les types dépendraient de celui qui a fait la vérification. Comme ce fut le cas, le document de 1200 pages que l'Irak avait produit conformément à la Résolution 1441, aurait déclaré que la réponse à la question ci-dessus serait affirmative. Cependant, parce que l'Irak s'était montré peu disposé à admettre la possession d'ADM, il était facile d'avoir des chiffres sur lesquels tous s'étaient mis d'accord. Il y eut certaines tentatives visant à donner un nombre spécifique d'ADM que l'Irak était déclaré avoir.

L'une de ces tentatives était l'estimation donnée par l'Institut International des Etudes Stratégiques (IIES), et rapportée par "*The Economist*" du 14 septembre 2002<sup>1</sup>. En ce qui concerne les armes nucléaires, les estimations de l'IIES étaient que l'Irak ne disposaient pas des facilités de production de matériels fissiles en grande quantité pour pouvoir produire des armes nucléaires. Cela nécessitera plusieurs années et de grandes assistances étrangères pour produire de tels matériels fissiles, mais l'Irak pourrait probablement produire des armes nucléaires en quelques mois s'il recevait de telles assistances des sources étrangères.

En ce qui concerne les armes biologiques, on soutient que l'Irak a retiré les moyens et agents substantiels de fabrication des armes des stocks de la période pré-1991. A partir des facilités existantes, il était en mesure de reprendre en quelques semaines, la production d'agents. Bien que les vrais stocks n'étaient pas connus, on pensait que l'Irak doit avoir produit des milliers de litres d'anthrax, de toxine de botulinum et d'autres agents depuis 1998. Les vrais stocks d'armes chimiques étaient aussi inconnus. Les estimations de l'IIES étaient que l'Irak a probablement retenu la moutarde les précurseurs pour quelques centaines de tonnes de sarine/cyclosarine, et peut-être une quantité similaire de VX des stocks de 1991. De plus,

l'Irak était capable de produire en quelques mois des centaines de tonnes d'agents.

Les moyens de fabrication disponibles pour l'Irak étaient autour de 12 des 605 km des missiles al-Hussein, certains missiles al-Samoud avec des portées allant jusqu'à 200 km. Ces missiles al-Samoud étaient alors détruits par les inspecteurs de l'ONU avec la collaboration de l'Irak. Irak ne disposait pas de ces facilités pour produire des missiles de longues portées, et ce nécessiterait plusieurs années et une grande assistance étrangère pour les produire. Cependant, l'Irak était en mesure de fabriquer des armes biologiques et chimiques rudimentaires, en convertissant les véhicules civiles en des lanceurs mobiles, et de fabriquer des armes biologiques avec de simples instruments aéroportés.

Les autres preuves palpables visant à démontrer que l'Irak ne disposait pas d'ADM était la position de Etats-Unis et du Royaume Uni, les deux pays qui sont les instigateurs de ce qui devint la Résolution 1441 (2002). Les dirigeants de ces deux pays ont clairement soutenu que l'Irak disposait d'ADM même s'ils n'étaient pas aussi spécifiques que les estimations de l'IIES. Tony Blair, l'ex Premier Ministre du Royaume Uni a publié en septembre 2002, un dossier sur le programme des armements de l'Irak. Dans ce dossier, ce dernier soutint que l'Irak continuait de produire des armes biologiques de même que les agents biologiques et chimiques, et disposait jusqu'à 20 missiles al-Hussein, capables de porter des armes chimiques et biologiques. Colin Powel, le Secrétaire d'Etat Américain d'alors, avait soutenu la même version dans ses remarques au Conseil de Sécurité de l'ONU :

*Nous n'avons pas retrouvé les anthrax. Nous n'avons pas retrouvé le botulinium, les VX, les grands moyens de développement des agents biologiques, 30.000 munitions chimiques et biologiques.<sup>3</sup>*

Cependant, la question majeure demeure celle de la manière dont l'Irak devrait être désarmé : à travers la guerre comme le soutenait les Etats-Unis et le Royaume Uni, ou de manière pacifique, comme ce fut le point de vue de la Russie, de la France, de la Chine et d'autres pays. Ainsi, le désarmement de l'Irak devint un sujet majeur de conflit d'intérêt entre les grandes puissances aux Nations Unies, et il convient de considérer les grands acteurs et leurs intérêts respectifs. Il a été depuis démontré que l'Irak ne disposait d'aucune ADM comme le soutenaient les Américains et les Britanniques.

## **LES GRANDS ACTEURS EXTERNES ET LEURS INTERETS**

Le cadre dans lequel ce conflit avait lieu était le multilatéralisme – l'ONU. Cependant, les acteurs clés qui étaient principalement les 5 puissances (les membres permanents du Conseil de Sécurité) et l'Irak/le monde arabe avaient des points de vue divergents sur la manière de conduire le désarmement de l'Irak. Chacune des positions était déterminée par un intérêt particulier. Qui étaient ces acteurs et quels étaient et sont leurs intérêts ?

**a. Les Etats-Unis et le Royaume Uni**

Ces deux pays qui étaient aussi membres permanents de l'ONU, étaient ceux qui ont poussé le monde à entrer en guerre contre l'Irak. Ils ont mobilisé des troupes supplémentaires pour le combat en Irak, et cherchaient partout des appuis pour atteindre leurs objectifs.

Il faut aussi noter que les USA et le RU étaient aussi derrière la guerre du golfe en 1991, ostensiblement pour exécuter les résolutions de l'ONU. Dans ce processus, ils imposèrent 2 zones interdites de vol, une dans le nord et une dans le sud de l'Irak ; ceci en vue de procéder à plusieurs attaques aériennes sur les cibles irakiennes. Qui étaient leurs cibles ?

Ils voulaient déposer le Président Saddam Hussein et son gouvernement. Ceci était annoncé au monde entier. Le Président Georges Bush faisait un lien entre l'Irak et le terrorisme mené par Al-Qaeda et déclarait que l'Irak était l'un des "axes du mal" et devait être traité comme tel. Les USA et le RU organisaient l'opposition iraquienne pour prendre la place de Saddam Hussein.

Il était soutenu que les USA et le RU s'étaient impliqués dans cette guerre parce qu'ils voulaient contrôler les sources pétrolifères, non seulement de l'Irak mais celle de toute la région. Tous les 5 membres permanents du Conseil de Sécurité disposaient des compagnies internationales avec de grands enjeux dans le changement du leadership en Irak. Vraisemblablement, s'ils arrivent à avoir le contrôle du pétrole de l'Irak qui dispose jusqu'à 112 milliards de barils (la plus grande réserve pétrolière du monde après l'Arabie Saoudite), il leur sera facile de contrôler les autres. Les Américains cherchaient ostensiblement un autre Koweït en Irak.

Il est aussi soutenu que les Américains oeuvraient pour avoir un contrôle total de la région du golfe, à travers les changements de régime, à commencer par l'Irak. Il est de l'opinion publique que la région était contrôlée par des régimes autoritaires que les Américains voudraient voir remplacer par des régimes démocratiques. La guerre des Etats-Unis contre le

terrorisme faisait aussi partie de ce conflit dans le Golfe.

**b. La Russie, la France, la Chine, l'Allemagne.**

Les trois autres membres permanents du Conseil de Sécurité ont clairement affirmé que seule l'ONU était habilitée à désarmer l'Irak. Ils soutenaient que la force n'était pas nécessaire, et que les inspecteurs devraient prendre plus de temps pour découvrir les ADM en Irak, avant que d'autres actions éventuelles ne soient prises. Quelles étaient leurs raisons ? Ils avaient des intérêts à protéger. Depuis la guerre du Golfe en 1991, les compagnies de plusieurs pays y compris le Russie, la France et la Chine ont conclu ou cherchent à conclure des contrats pour exploiter les gisements pétroliers de l'Irak et faisaient des arrangements pour la levée des sanctions imposées par l'ONU<sup>4</sup>.

Les compagnies pétrolières russes disposaient de grands intérêts en Irak. Lukoil, une compagnie russe avait négocié un contrat de 4 milliards de dollars américains en 1997 afin d'exploiter les 15 milliards de barils des gisements de Qurna Ouest, au sud de l'Irak. En octobre 2002, Slavneft, une autre compagnie russe a signé un contrat de 50 000 000 \$ pour exploiter les gisements de Tuba, toujours au sud de l'Irak. L'Irak avait aussi une dette de 7 à 8 milliards de dollars à la Russie et ce avant la guerre du Golfe. Cela n'arrangeait pas la Russie si les USA contrôlaient le pétrole irakien parce que les compagnies pétrolières russes ne trouveraient plus moyen d'investir dans l'exploitation des gisements pétroliers irakiens.

Total Elfina, une compagnie française a négocié le droit d'exploiter le grand gisement de Majnoon, à la frontière iranienne, gisement qui pouvait contenir jusqu'à 30 milliards de barils de pétrole. D'autres grands pays avaient des intérêts en Irak.

**c. Les voisins de l'Irak**

L'Irak a tenu tête parce qu'il pensait à juste titre que si les Américains devaient exercer leur contrôle, ce serait sa souveraineté et son indépendance qui disparaîtraient. Ce point de vue était partagé par le monde arabe. Selon ce dernier, les Américains voulaient démanteler le monde arabe. La pression que l'Amérique exerçait sur les pays arabes en vue de démocratiser leurs sociétés était perçue comme ayant des motifs et ambitions inavoués. C'est la raison pour laquelle des pays comme l'Arabie Saoudite étaient hostiles à la guerre en Irak. Ils craignaient qu'après la chute du régime de Saddam Hussein, ceux des autres pays arabes connaîtraient aussi la chute, les uns après les autres. Les Arabes n'avaient pas tellement

confiance aux intentions américaines dans leur région, plus particulièrement ses politiques et actions après le 11 septembre 2001.

Cependant, la plupart des nations arabes avaient leurs intérêts dans le conflit en Irak. L'Iran souhaitait voir l'Irak devenir plus faible que la Turquie (particulièrement en raison de leurs rivalités dans la région), et être perpétuellement contrôlé par les partis pro-iraniens, bien qu'il soit totalement opposé au démembrement de l'Irak. La Syrie aussi ne voulait pas le démembrement de l'Irak, particulièrement à cause du problème Kurde qu'il a en commun avec l'Irak. La Turquie avait les mêmes points de vue que la Syrie. D'autre part, l'Arabie Saoudite, quoique ne voulant pas le démembrement de l'Irak, cherchait une situation dans laquelle les Sunnites en Irak devaient avoir une grande place dans l'atmosphère sociopolitique de l'Irak ; un point de vue également partagé par la Jordanie.

### **LES EFFORTS DE MEDIATION DANS LE CONFLIT : L'ONU EN IRAK.**

S'étant opposé à l'usage de la force, le Conseil de Sécurité a renversé le cours des événements après l'invasion. En vue d'éviter de nouvelles tensions avec Washington et persuadés qu'aucune option alternative n'était disponible, les membres du Conseil ont accepté plusieurs résolutions qui concédaient la légalité à l'occupation et l'ont même financé avec le revenu du pétrole iraquien. La Résolution 1483 du 22 mai 2003 reconnaissait les Usa et le RU comme des "forces d'occupation", un effort pour assurer une conformité avec les lois humanitaires internationales. Au même moment, la résolution reconnaissait également à la coalition, le droit de vendre le pétrole iraquien, de retirer de milliards de dollars des comptes "Pétrole contre Nourriture" des Nations Unies et de les dépenser selon qu'elle la jugeait devoir bénéficier au peuple iraquien<sup>5</sup>. La majorité des anti-guerres du Conseil espérait que comme les résolutions l'insistaient, l'ONU jouera un "rôle vital" en Irak, et par finir prendre le devant de toute la scène. Ceci cependant, donne aux USA de développer leur stratégie à long terme pour l'Irak.

Sergio Vieira de Mello, le Représentant spécial de l'ONU à Bagdad essaya de procurer une fonction indépendante à l'ONU, mais l'administration dirigée par les USA en Irak lui donna peu de marge de manœuvre, rejetant ses propositions quant à une large consultation des forces politiques iraqiennes. Le "rôle vital" prévu par le Conseil de Sécurité ne s'est jamais réalisé. Le 19 août 2003, un attentat suicide a détruit le quartier de l'ONU à Bagdad et tuant Vieira de Mello et treize membres de son personnel. Suite à cet attentat, l'ONU a considérablement

réduit sa présence dans le pays et transféra ses opérations en Irak vers Amman en Jordanie.

Cependant en octobre 2003, le Conseil de Sécurité fit un pas remarquable avec l'adoption de la Résolution 1511. en échange des promesses faites par les USA et le RU selon lesquelles un processus politique conduira tôt aux élections et rendre le pouvoir aux Iraquiens, le Conseil a donné un mandat officiel de l'ONU aux forces d'occupation, en faisant de la coalition une "Force Multinationale" (FMN). Les USA et le RU, prétextèrent alors qu'ils agissaient pour le compte de l'ONU et que celle-ci avait accordé une autorisation légale pour leurs actions.

Depuis ce temps, malgré les nombreuses violations des lois internationales par le Coalition, le Conseil lui a à deux reprises, renouvelé son mandat<sup>6</sup>. Il n'a jamais exercé un véritable contrôle des FMN. Il n'a non plus jamais mené des discussions franches et sincères sur le problème iraquien. Des ambassadeurs tels que Juan Gabriel Valdes du Chili et Adolfo Aguilar Zinser du Mexique ont tenté de pousser le Conseil à mener ces discussions mais Washington força leur gouvernements à les rappeler, faisant clairement comprendre qu'aucune différence d'opinion ne sera tolérée<sup>5</sup>. Et comme depuis lors, d'autres ambassadeurs se sont résignés, Washington n'accepte même pas des questions lorsqu'il présente des rapports périodiques au conseil, au nom des FMN.

Cependant, Ban Ki-Moon, le nouveau Secrétaire Général des Nations Unies, dans un rapport récent, a indiqué qu'il accepterait un grand rôle de l'ONU en Irak, en attendant que des solutions soient trouvées aux problèmes iraquiens. Le rapport trimestriel sur les activités de l'Onu en Irak, remis au Conseil de Sécurité, montre que cette organisation mondiale est en train d'explorer des voies d'étendre sa mission en Irak, presque quatre ans après que son quartier général y a été détruit, par une grande explosion de bombe qui tua 22 membres de son personnel.

Selon le rapport, ce qui empêche l'ONU d'assumer un grand rôle en Irak est relatif à la situation sécuritaire elle-même, et au financement pour la construction d'édifices "fortifiés" qui permettraient au personnel de l'ONU d'œuvrer dans un minimum de garantie sécuritaire. Cependant, certains observateurs ont donné des avertissements suivant lesquels une présence accrue de l'ONU pourra la lier à la présence militaire des USA en Irak, si des distinctions politiques claires ne sont pas établies entre l'ONU et les USA. Une telle association pourra avoir des ramifications défavorables pour l'agence comme cela fut mis en évidence dans le bombardement du quartier général de l'ONU à Bagdad en 2003, bombardement dans laquelle 22 membres du personnel de l'ONU y compris le Brésilien Sergio Vieira de Mello, chef de mission, perdirent la vie. Ceci provoquera un dilemme à l'ONU, puisque selon le récent

rapport de Ban Ki-Moon, il est clair que l'ONU compte sur les forces de la Coalition pour sa sécurité, et même dépendra plus des FMN pour l'expansion de sa mission.

Le développement majeur dans la période couverte par le rapport était la menace grandissante d'attaques indirectes dans la Zone Internationale à Bagdad. L'ONU a pris plusieurs mesures sécuritaires au cours de trois derniers mois, en réponse à l'insécurité grandissante dans la Zone internationale et d'autres zones, de même que le déplacement de sa Zone Verte pour "avoir plus de bâtiments fortifiés". Un membre du personnel de l'ONU était kidnappé et un autre porté disparu au début de l'année 2007. On est aujourd'hui sans nouvelles d'eux<sup>8</sup>.

La mission de l'ONU en Irak est connue comme la Mission d'Assistance des Nations Unies à l'Irak (MANUI). Tandis que la présence du MANUI à Bagdad renforce sa protection dans la Zone Verte, le rapport du Secrétaire Général exprime des inquiétudes selon lesquelles même les édifices fortifiés peuvent être aussi vulnérables aux attaques lourdes. Dans le rapport, la seule solution à long terme à ce dilemme est la construction expéditive d'une cour fortifiée, avec des équipements et installations nécessaires pour résister aux attaques par des armes lourdes et de forts calibres. Cependant, le rapport propose la construction des "édifices construits spécialement" pour les missions des Nations Unies, afin de consolider et étendre le rôle de l'ONU en Irak.

Des dispositions sont donc prises pour la construction expéditive de nouveaux édifices des Nations Unies à Bagdad. Bien que le haut degré d'exigences en matière des dispositions sécuritaires doit provoquer des coûts de construction relativement élevés, il n'y a aucune alternative réaliste si la Mission doit poursuivre ses opérations<sup>9</sup>.

Ailleurs en Irak, le personnel des Nations Unies a dû être évacué de la cours du Palais de Basra le 28 avril 2007, ensemble avec les forces multinationales, qui a passé le témoin aux forces de sécurité irakiennes. Le retrait des troupes de la FMN a conduit à la détérioration de la sécurité aux abords de la zone de sécurité. L'ONU a également créé une zone à Irbil qu'elle pense être en expansion. En dehors de l'Irak, le personnel de la MANUI opère à Kuwait City et à Amman, bien que les derniers plans prévoient la fermeture des bureaux de Kuwait City et la consolidation des opérations de la MANUI à Amman.

Le Secrétaire Général a indiqué que l'organisation mondiale était favorable à l'accroissement de la présence de l'ONU en Irak. Des voies s'élèvent en faveur d'un rôle plus large de l'ONU en Irak. Cependant, pour atteindre cet objectif, une direction claire du Conseil de Sécurité et du gouvernement irakien sera nécessaire et une meilleure coordination avec les grands

partenaires internationaux sera aussi nécessaire. La construction d'infrastructures nécessaires et la définition des conditions d'opération de l'ONU à jouer son rôle seront d'une grande importance. Ceci implique une protection adéquate et des mesures sécuritaires, et en particulier, la construction d'édifices sécurisés.

L'indication du Secrétaire Général concernant sa disposition à étendre le rôle de l'ONU en Irak a aussi suscité certaines inquiétudes. Certains diplomates et observateurs suspectent le début d'un désengagement des Etats-Unis en faveur des Nations Unies. D'autres observateurs suggèrent que l'ONU joue un rôle positif en Irak et sa mission est comprise comme un retrait vis-à-vis des politiques des Etats-Unis. Un accroissement du rôle de l'ONU, sans un engagement clair des USA de retirer ses troupes d'Irak ne fera que lier l'ONU à la présence militaire des USA en Irak. Cependant, en dehors de la provision des aides humanitaires sous ces circonstances, le seul rôle concret de l'ONU serait fortement opposé à la poursuite de l'occupation américaine en Irak. Ceci est devenu important lorsque nous considérons que l'attaque de 2003 contre le quartier des Nations Unies aurait indiqué que les insurgés irakiens percevaient l'ONU comme étant fortement impliquée dans la force militaire internationale en Irak.

Le bombardement de 2003 de la mission de l'ONU à Bagdad faisait partie de la série des attaques contre les travailleurs internationaux en Irak, qui a poussé Kofi Annan, le Secrétaire Général d'alors à retirer presque tout le personnel de l'ONU du pays en octobre 2003. Un groupe de 35 employés des Nations Unies retourna dans le pays en août 2004. Cet effectif s'est accru mais n'atteint pas l'effectif nécessaire pour les activités de reconstruction du pays, à cause des problèmes de sécurité. Les activités de l'ONU en Irak inclut actuellement la consultation des élites irakiens et la rassemblement des données.

### **LA LIGUE ARABE**

La Ligue Arabe n'a pas été un acteur vraiment significatif dans les efforts de médiation dans le conflit irakien. Ceci peut être le résultat des intérêts nationaux divergents et opposés sur l'Irak. Les pays arabes exigeaient que le gouvernement irakien fournisse tous les efforts pour trouver une solution à sa population arabe sunnite mécontente avant qu'ils ne lui apportent quelque aide que ce soit. Ces tensions entre l'Irak et ses voisins compliquent mes efforts des USA pour apporter les aides fondamentales, y compris l'effacement de la dette. Le Premier Ministre irakien a déclaré que son pays ne va pas accepter que d'autres pays arabes lui imposent des conditions. Il a aussi accusé certains pays arabes de continuer à loger des extrémistes qui s'infiltrèrent en Irak pour lancer des attaques.

C'est dans le souci de trouver de solutions à certains de ces problèmes qui ont cours dans la région qu'un sommet ministériel des pays voisins de l'Irak a été prévu pour le mois de novembre 2007 passé. Cependant pour l'instant, les tensions politiques et sécuritaires sont très perceptibles le long des frontières irakiennes.

Une série d'attaques des rebelles kurdes a poussé le parlement turc d'approuver des opérations militaires transfrontalières contre le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe de guérilla retranché dans le nord de l'Irak. Les réfugiés irakiens continuent d'affluer de toutes parts du pays, avec la Syrie qui impose des restrictions à ces réfugiés et qui est prête à expulser certains Irakiens. Washington et Téhéran continuent d'arguer acrimonieusement sur le rôle de l'Iran dans les conflits internes en Irak.

En dépit de ces grands enjeux, le sommet d'Istanbul risque de ne pas faire du progrès, pour deux raisons majeures. Premièrement, le problème du PKK qui est demeuré sans solutions est en passe d'alimenter les discussions. Malgré des plaidoyers de la part des leaders irakiens demandant de se concentrer sur des sujets plus larges tels que le soutien pour la reconstruction de l'Irak et un contrôle plus accentué aux frontières irakiennes. Tout laisse à s'attendre à peu de progrès à ce niveau, à cause de la crise continue avec le PKK.

Deuxièmement, l'échec d'aborder l'épineux sujet du PKK à travers des conférences régionales tenues plus tôt, est emblématique pour une plus grande incapacité d'atteindre de grands résultats dans les importantes réunions diplomatiques. Comme c'est le cas aujourd'hui au Moyen-Orient, le sommet d'Istanbul risque d'être dominé par la gestion de la crise au lieu des pas concrets vers l'édification d'une coopération de sécurité régionale.

Afin d'éviter le piège de la gestion des crises, les Etats-Unis doivent être plus proactifs à aborder les problèmes régionaux potentiels qui pouvaient surgir au sein ou autour de l'Irak au lieu de les laisser prendre des dimensions irréversibles. Pour les cinq dernières années, les Etats-Unis sont allés d'une crise à une autre au Moyen-Orient, en laissant les événements façonner leurs actions au lieu de mettre en place une stratégie réaliste qui les modèle. Une grande partie du problème est l'approche incohérente des USA à l'égard de toute la région n° 1, approche qui a manqué d'équilibrer les intérêts en conflits et les priorités. Ce qui s'en suit, c'est qu'il n'y a aucune approche stratégique acceptée du problème irakien ou de la région. Particulièrement, le processus actuel de prise de décision par Washington manque d'avoir une vue plus large de la région et le lien stratégique qui existe entre ses différentes parties

Cette incohérence stratégique est un facteur clé qui entrave le progrès sur plusieurs fronts

dans le conflit au moyen-oriental, iraquien, iranien et israélo-arabe. Toutes ces questions, dans une large mesure sont interconnectées, mais les Etats-Unis n'ont pas développé une stratégie qui concilie tous les intérêts en conflit dans ces différentes régions. Comme résultat, les conférences comme le sommet d'Istanbul ont très peu de chance de produire des résultats, même des plus infimes.

Que doit-on faire en vue de s'assurer que cette réunion et les futures réunions de haut niveau produisent de bons résultats ? A cette réunion, il ne faudra pas contourner le problème du PKK. La réunion est tenue en Turquie, et la crise en cours constitue l'exemple le plus palpable des problèmes potentiels régionaux qui peuvent naître des conflits iraqiens. L'Iran aussi bien que la Turquie font face aux guérillas kurdes et on peut espérer qu'ils acceptent le besoin d'adopter des mesures énergiques contre les séparatistes.

La déclaration faite par Nechirvan Barzani, Premier Ministre du Gouvernement Régional du Kurdistan au nord de l'Irak, condamnant les attaques du PKK donne un bon ton de la manière dont ce sujet doit être abordé. Un des résultats auxquels les représentants doivent œuvrer c'est l'Irak, la Turquie, l'Iran et la Syrie s'accordent en commun pour gérer le problème des rebelles kurdes, avec le soutien des Etats-Unis et d'autres acteurs externes. Ceci signifie que les Etats-Unis doivent aussi condamner fermement les activités des rebelles kurdes qui causent d'instabilités aussi bien en Iran qu'en Turquie.

Deuxièmement, les Etats-Unis et les autres puissances étrangères doivent encourager les pays de la région de convertir les comités formés au cours de la première réunion ministérielle, tenue en début de cette année, et dont s'étaient concentrées sur les problèmes de sécurité aux frontières, les expéditions transnationales de carburant, et les réfugiés, en des groupes de travail réguliers qui vont s'occuper de ces défis au jour le jour, dans le but d'atteindre des progrès tangibles. Une coopération régulière entre les contacts au bas niveau au sein entre les pays de la région, en dehors des sommets de deux jours tenus au haut niveau, constitue la voie pour instaurer une sécurité plus stable dans cette région du monde. Partout où cela est nécessaire, les Etats-Unis doivent être plus impliqués dans les efforts de prévention.

Gén. Joseph Ralston, l'ex commandant de l'OTAN, a été démissionné au poste d'envoyé spécial sur la question du PKK, face à l'inaction palpable de Etats-Unis et de l'Irak. Ralston a aussi déclaré que l'inaction de Washington et son échec à tenir ses promesses "rapprochaient stratégiquement les Turcs et les Iraniens." L'Amérique doit porter son attention sur comment faire usage de ces conférences régionales pour désamorcer les crises frontalières avant qu'elles n'exploient. Les Etats-Unis doivent aussi nommer un envoyé spécial de haut niveau et à plein

temps pour gérer la crise et travailler avec les officiels de bas niveau qui sont en charge des problèmes transfrontaliers. L'Administration Bush doit investir l'envoyé spécial de tous les pouvoirs pour que ce dernier pose des pas concrets vers la résolution des tensions au lieu que celui-ci soit simplement envoyé pour satisfaire aux rituels diplomatiques.

Troisièmement, la communauté internationale doit aider à renforcer les mécanismes de responsabilités à l'égard des décisions prises au cours de tous ces sommets. L'accord le plus marquant qui a découlé des discussions de la première réunion ministérielle tenue à Sharm el-Sheikh, accord visant à arrêter les flux de combattants étrangers en Irak, n'a pas été honoré. Sans aucune garantie que des actes les décisions prises seront mises en œuvre, les sommets régionaux se sont rien d'autre qu'une tribune de vains discours.

Enfin, les réunions ministérielles comme le sommet d'Istanbul offrent une grande potentialité pour atteindre une plus grande stabilité dans la région. La diplomatie est seulement efficace comme la stratégie qui la sous-tend. A ce point, les Etats-Unis sont piégés dans le mode de gestion de la crise, sans aucune vision réaliste à long terme sur l'objectif qu'ils veulent atteindre et comment ils peuvent exploiter les différentes pistes dans cette région troublée du monde. Peut-être ont-ils besoin de penser à comment exploiter la piste des pays arabes en conflits. Par exemple, les pays arabes, tout en reconnaissant l'importance du soutien des nations étrangères aux efforts du gouvernement iraquien à arrêter les bains de sang, la violence et l'anarchie, croient que l'établissement d'un calendrier de retrait des troupes étrangères d'Irak augmentera les chances d'atteindre une entente mutuelle entre les Iraquiens. La position des pays du Moyen-Orient, qui considèrent les forces d'occupation comme étant responsables de la détérioration de la situation sécuritaire, économique et sociale en Irak ont clairement déclaré que la présence de ces forces dans le pays a attiré des groupes d'extrémistes en Irak et a exacerbé les violences qui font plusieurs victimes innocentes tous les jours.

## **LE RÔLE DE L'UE EN IRAK**

L'Union Européenne a encouragé la formation du gouvernement de transition iraquien, comme une étape importante de la transition politique iraquienne sous le Résolution 1546. A cet effet, elle travaille avec l'Assemblée Nationale de transition et le gouvernement iraquien de transition pour assurer la pleine application du programme d'assistance qu'elle a présenté à l'Irak le 5 novembre 2004. Ceci vise à atteindre l'objectif d'un Irak stable, unifié, prospère et démocratique ; un Irak où les droits de l'homme sont respectés, qui exerce pleinement sa

souveraineté et coopère de manière constructive avec ses voisins et avec la communauté internationale.

L'UE s'est aussi offerte à apporter son soutien pour le processus constitutionnel conformément à la Résolution 1546, en pleine collaboration avec l'ONU, si les Iraquiens en font la demande. L'Union Européenne a soutenu et encouragé les autorités iraqiennes à poursuivre la pleine implication de toutes les couches de la société dans le processus constitutionnel et de promouvoir un vrai dialogue national. A cet effet, l'UE s'est engagée avec le gouvernement iraqien de transition à instaurer un cadre de dialogue politique dans les domaines d'intérêts réciproques et de promouvoir des contacts entre l'Union Européenne et l'Irak, y compris au niveau ministériel.

En plus, l'Union Européenne apporte sa contribution pour la reconstruction économique, social et politique de l'Irak, et y soutient aussi les activités de l'ONU. Ensemble avec les Etats-Unis et en collaboration avec l'Irak et l'ONU, elle encourage, promeut et coordonne l'aide de la communauté internationale à l'endroit de l'Irak. Le processus de coopération dans la résolution du conflit, particulièrement avec les Etats-Unis recevra largement le soutien de la France sous Nicolas Sarkozy. M. Sarkozy a encouragé les Etats-Unis d'une manière qui signale le rétrécissement des différences dans leur politique envers l'Irak et probablement la région du golfe en général.

#### **LE INTERETS DES ETATS-UNIS CONTRE LE RÔLE DE L'ONU**

Bien que les USA et le RU aient mis en exécution leur menace d'entrer en guerre contre l'Irak, et sont allés loin jusqu'à l'envahir et l'occuper, la question de la position de l'ONU dans la gestion des affaires mondiales reste à être bien abordée et traitée. Il était clair que l'action de la Coalition des USA a menacé de saper la capacité de l'ONU à intervenir dans les conflits dans le monde et même protéger les droits des petits pays qui attendent d'elle une telle protection. Dans l'environnement anarchique des politiques mondiales, les Etats les plus faibles considèrent l'ONU comme devant leur garantir une protection contre la force et les menaces des Etats forts. Le fait pour les USA d'avoir mené la Coalition à envahir et à occuper l'Irak a gravement entamé la capacité de l'ONU à gérer la paix et la sécurité dans le monde.

Ceci est déjà clair dans la manière de gérer l'Irak après Saddam Hussein. Dans leur déclaration conjointe sur le futur de l'Irak après le régime de Saddam Hussein, le Président Bush et Tony Blair, l'ex Premier Ministre Britannique ont affirmé que l'ONU avait un rôle

"vital" à jouer dans l'Irak d'après la guerre<sup>10</sup>. L'ONU a reçu un rôle vital dans la reconstruction de l'Irak, en travaillant de concert avec la Coalition des USA. Cela signifie que les Etats-Unis continuent d'avoir un contrôle absolu sur l'Irak. L'ONU est limitée à une assistance humanitaire et non à une administration civile. Comme l'a si bien signifié le Président Bush, "Cela signifie la nourriture. Cela signifie le médicament. Cela signifie l'aide."<sup>11</sup>

Eu égard à cette déclaration, le Président Bush a créé un Bureau de Reconstruction et d'Aide Humanitaire (BRAH) pour l'Irak, sous la direction de Gen Jay Garner, lieutenant dans l'armée américaine. Les domaines principaux des responsabilités dévolues au BRAH sont l'assistance humanitaire, la reconstruction et l'administration civile. Le BRAH est composé en grande partie d'Américains avec un petit nombre de spécialistes Britanniques et Australiens. La réponse de l'ONU face à cette situation est que le Conseil de Sécurité décidera du rôle qu'il jouera dans l'Irak de l'après guerre, et que les Etats-Unis et la Grande Bretagne n'agiront pas seuls.

A la place de l'Etat iraquien, les USA ont établi l'Autorité Provisoire de la Coalition (APC), un organe dirigeant sans participation iraquienne, dirigé par Paul Bremer, nommé par le Pentagone<sup>12</sup>. Bremer a installé ses bureaux dans l'ancien Palais Républicain de Saddam et dirige le pays par décrets, presque avec des pouvoirs illimités. Pour protéger l'impopulaire APC contre les mouvements iraqiens de résistance qui ne cessent de croître, Bremer a établi une zone de sécurité interdite d'accès et hautement contrôlée de 6 km<sup>2</sup> au centre de Bagdad, connue sous le nom de "Zone Verte", où l'APC et les hauts commandants militaires peuvent vivre et travailler dans une sécurité relative. Bremer et son équipe de jeunes Républicains enthousiastes en provenance de Washington ont entrepris de reconstruire l'Irak selon les principes néo-conservateurs.

Bremer a radicalement restructuré les institutions publiques et l'économie. Il a pris plus d'une centaine de décrets radicaux. Dans l'un de ses décrets "ordres", il a suspendu tous les tarifs, droits de douane et les frais d'importation, exposant ainsi l'économie iraquienne aux effets du libre échange après des années de protectionnisme. Tandis que Bremer a fait une grande propagande autour de la nouvelle bourse des valeurs irakienne, le système bancaire de l'Irak connaissait des dysfonctionnements, son industrie périclité et même son secteur pétrolier vital a du plomb dans l'aile. Le chômage et la pauvreté se sont accrus à l'instar de la violence contre les individus de la parts des différents groupes armés, poursuivant chacun des intérêts.

Dans les tentatives d'arrêter la violence en Irak, les forces armées américaines se sont jointes aux forces iraqiennes pour instaurer la sécurité à Bagdad à travers une opération dénommée "Opération Aller Tous de l'Avant II", qui a démarré en août 2006. Dans le cadre de cette

opération, les forces armées travaillent avec les membres de l'armée et la police iraqiennes pour "dégager, tenir et bâtir" à Bagdad, en patrouillant. Il y a approximativement 141 000 militaires américains servant à Bagdad et environ 15 000 troupes américaines à Bagdad. Cette opération, et la sécurité de Bagdad sont cruciales pour la sécurité de l'Irak dans son ensemble. Capitale de plus de 6 millions d'habitants, Bagdad compte à elle seule près de 25 % de la population nationale. C'est la plus grande ville sunnite et chiite en Irak. Elle compte la plus forte concentration des insurgés sunnites de même que des milices chiites. Ce qui se passe à Bagdad dénote de ce qui se passe dans le pays en général.

## **LES ÉCHECS**

Les résultats de l'Opération Aller Tous de l'Avant sont moins encourageants. La violence à Bagdad, qui est déjà atteint des proportions inquiétantes, est allée à plus de 43 % entre janvier et octobre 2006. Les forces américaines continuent d'avoir de lourdes pertes en vies humaines. Ceux qui perpètrent des violences quittent leurs domiciles pour raison de sécurité et reviennent après. La police iraqienne a été incapable ou peu disposée à arrêter de telles infiltrations et la violence qui se poursuit. L'armée iraqienne n'a fourni que deux bataillons sur les six qu'elle a promis en août 2006 et qui devrait se joindre au forces américaines à Bagdad. Le gouvernement a rejeté l'idée des opérations soutenues de sécurité à Sadr City. Les efforts en matière de sécurité ne porteront pas de fruit à moins que les Iraquiens ne disposent aussi bien la capacité de tenir les zones qui ont été dégagées que la volonté de dégager les zones occupées par les milices chiites. Les forces américaines peuvent dégager tout le quartier, mais il n'y a pas suffisamment de troupes américaines présentes pour venir en aide aux forces de sécurité iraqiennes pour occuper et garantir la sécurité dans les zones dégagées. Il en de même pour les autres régions de l'Irak. Ceci parce qu'aucune des opérations conduites par les forces armées américaines et iraqiennes changent les donnees et encouragent ainsi la violence ; l'armée américaine s'étant engagée dans une mission d'une issue incertaine. La plus grande part du problème résulte du fait que la plupart des forces iraqiennes, travaillant sous les ordres des militaires américains s'opposent aux Etats-Unis et à leurs objectifs. Les désertions sont fréquentes et les révoltes sont monnaie courante. Au même moment, la police iraqienne et la Garde Nationale ne sont pas en mesure de garantir la sécurité parce qu'elle est fatalement compromise par leur association avec l'armée américaine. Les morts quotidiennes et macabres des forces de sécurité révèlent la futilité de la stratégie américaine en Irak. Dans la mesure où les nouvelles forces de sécurité iraqiennes sont considérées comme "des suppléants" au soldats américaines, et c'est exactement la stratégie

du Pentagone pour rabaisser les niveaux des troupes américaines, elles sont perçues comme les collaborateurs des Etats-Unis et sont donc les cibles des insurgés. De plus, ces forces favorisent les tensions menant à la guerre civile. L'armée est dominée par les Shiïtes et les Kurdes, à plus de 80 % de la proportion qu'ils représentent dans la population nationale. Les unités iraqiennes envoyées dans les zones de grandes tensions sont les plus capables, et la plupart du temps, elles sont dominées par des recrues en provenance des milices sectaires profondément hostiles aux Arabes Sunnites.

C'est résultant de tous ces problèmes que le Président Georges Bush a défini une nouvelle stratégie pour l'Irak, et qui comprend trois éléments : construire une société iraqienne libre avec des institutions démocratiques inclusives qui protégeront les intérêts de tous les Iraquiens ; former les forces armées iraqiennes pour prendre la relève des forces américaines après leur retrait ; et une reconstruction ciblée en vue d'aider les Iraquiens à renaître. Cependant, les plus importants sont les plans visant à accroître les troupes américaines en Irak (les troupes américaines sont estimées au-delà de 21 500). Cependant, les 21 500 troupes américaines supplémentaires constituent 16 % de l'augmentation de la force des troupes américaines en Irak. Si les 132 000 troupes américaines n'ont pas remporté la victoire en Irak (Dans une guerre n'a pas duré comme la participation de l'Amérique dans la deuxième guerre mondiale), alors, les 153 500 troupes américaines risquent de ne pas être en mesure de remporter la victoire <sup>13</sup>. Bien sûr, le nombre total des troupes américaines en Irak était plus élevé que ce qu'elles étaient à la fin 2005, et cela n'a apporté aucune amélioration significative dans la situation sécuritaire.

Il n'est donc pas surprenant que Bush ait remplacé le Général George Casey, le Commandant en Irak, et le Général John Abizaid, le chef du Commandement Central (qui supervise toute l'opération), avant de dévoiler sa "nouvelle stratégie". Ces officiers ont déjà mis secrètement en doute l'utilité de l'augmentation du nombre des troupes américaines.

De plus, le fait que la guerre à été lancée sur la base de "mensonges" n'a pas rendu les choses faciles. Tony Blair, l'ex Premier Ministre Britannique, était l'une des victimes qui ont fait les frais de ces "mensonges". Il perdit sa crédibilité devant l'opinion publique britannique (ce qui était l'une des raisons pour lesquelles il ne se porta plus candidat au poste de premier ministre) lorsqu'il fut découvert enfin que la guerre n'était lancée que sur des fausses informations. Ceci a apporté de l'au au moulin de l'opposition de l'opinion publique britannique contre la guerre, lorsqu'elle réclamait le retour des troupes britanniques engagées dans la guerre en Irak. Par ailleurs, le nombre élevé des personnes déplacées comme conséquence des conflits en Irak, semble exacerber les tensions entre les pays de la région. Pour plusieurs Iraquiens, l'état

constant d'insécurité et de peur leur a fait perdre la foi en l'avenir du pays et a augmenté le besoin de les déplacer dans d'autres pays, pour garantir leur survie. Essentiellement, il y a le sentiment qu'ils étaient plus en sécurité sous Saddam Hussein que sous la domination américaine.

### **LE BESOIN D'UNE NOUVELLE APPROCHE**

Finalement, l'objectif de la politique américaine en Irak, tel que annoncé par le Président Bush, "Un Irak qui peut se gouverner lui-même, se supporter lui-même et se défendre lui-même." Ceci dénote un Irak disposant d'un gouvernement largement représentatif et qui maintient son intégrité territoriale, qui est en paix avec ses voisins, qui renonce au terrorisme et qui ne brutalise pas sa propre population. Etant donné la situation actuelle en Irak, l'atteinte de cet objectif requiert plus de temps et dépendra prioritairement des actions du peuple iraquien.

L'atteinte de ces objectifs requiert aussi que les Etats-Unis adoptent une nouvelle stratégie qui donnera au peuple iraquien, une opportunité de mener une vie meilleure que celle qu'il avait sous Saddam Hussein. La nouvelle approche doit influencer positivement l'issue de la situation en Irak et dans la région. Le progrès en Irak est toujours possible si de nouvelles approches sont définies par l'Irak, les Etats-Unis, et les autres pays qui ont un enjeux dans au Moyen-Orient. Pour atteindre cet objectif, les changements en cours doivent avoir lieu aussi à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Irak. Ces changements doivent offrir une stratégie complète pour garantir une aide régionale et internationale pour la stabilité en Irak, et être à même d'encourager le peuple iraquien à assumer le contrôle de leur propre destinés.

Sur le plan extérieur, les Etats-Unis doivent immédiatement commencer par faire usage de toutes les composantes de la puissance américaine à redéfinir un mécanisme régional qui peut soutenir le progrès de l'Irak, au lieu de le retarder. Sur le plan interne, le gouvernement iraquien doit faire les pas nécessaires pour atteindre une réconciliation nationale, réduire la violence, et améliorer la vie quotidienne des Iraquiens. Les efforts visant à mettre en œuvre ces stratégies internes et externes doivent être immédiatement entrepris et ce de concert avec toutes les couches socio-politiques. Cette transition peut conduire avec le temps à la réduction de la présence américaine en Irak.

### **CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

Cela fait cinq ans que les Américains ont lancé l'Opération "Libération pour l'Irak". Mais les combats et les conflits ne pas encore à leurs fin. Contrairement aux espoirs d'une victoire

rapide sur le régime de Saddam Hussein, un accueil chaleureux d'U Irak libéré, et l'instauration d'un ordre démocratique, le pays demeure déchiré par des conflits et est devenu "une boucherie" de toutes sortes. Les Américains et leurs alliés ont perdu plusieurs troupes. Les Iraquiens continuent de mourir par milliers, avec plus d'un million d'exilés et de déplacés.

La situation sécuritaire en Irak est exacerbée par l'incapacité de l'ingénierie de la politique américaine à garantir une situation politique stable et équitable. Le processus a occasionné des divisions profondes, avec des lignes sectaires, ce qui résulte en des gouvernements fragiles et fébriles. Il y a eu trois Premiers Ministres depuis que les Iraquiens ont prit le gouvernement et aucun d'eux n'a été en mesure de rétrécir la différence en les Shiïtes, les Sunnites et les Kurdes, pour un partage acceptable et concerté du pouvoir. Il y a une impasse politique qui doit être brisée pour que l'Irak emprunte le chemin de la résolution du conflit.

A l'extérieur de l'Irak, la lassitude s'installe comme le conflit continue de persister sans aucun signe concret qui montre qu'une solution peut être trouvée dans un avenir proche. Ceci s'explique par l'impatience grandissante des dirigeants américains, eu égard au progrès lents observés dans le redressement de l'Irak. Le conflit iraquien domine alors les débats politiques aux Etats-Unis, plus particulièrement avec les élections présidentielles qui ont lieu dans un an. En Grande Bretagne, le conflit iraquien a amené un terme à la carrière politique de Tony Blair qui a perdu son poste de Premier Ministre pour avoir engagé le pays dans une guerre qui ne repose que sur de fausses informations. Il est alors clair que les Etats-Unis aussi bien que la Grande Bretagne ont besoin de l'aide des autres pour mettre fin au conflit qu'ils ont engagé en Irak. La communauté internationale doit saisir l'occasion pour mettre fin à la misère que traverse l'Irak. Les recommandations suivantes sont faites à cet effet :

- a. Il doit y avoir un retour immédiat à une approche multilatérale dans la résolution du conflit iraquien. Ceci signifie que les Etats-Unis doivent prendre le relais du processus visant à trouver une solution politique parmi les Iraquiens. Le Conseil de Sécurité doit s'assurer que l'ONU dispose de tous les soutiens nécessaires à cet effet.
- b. Le Conseil de Sécurité doit accepter un nouveau mandat à la mission en Irak, mission claire et sans ambiguïté, pour couvrir tout le spectre des opérations de pays, y compris l'instauration de la paix post-conflit.
- c. L'intégrité territoriale de l'Irak ne doit pas être soumise à des négociations, et des dispositions politiques visant à briser la division du pays en groupes politiques Sunnites, Shiïtes et Kurdes doivent être prises. La constitution qui sera adoptée doit être assez équitable pour prendre en compte les intérêts des minorités en Irak. Ces

groupes ont plus souffert des affres du conflit.

- d. Les Etats-Unis et la Grande Bretagne doivent faire des concessions à d'autres membres permanents du Conseil de Sécurité et d'autres parties prenantes ayant des intérêts légitimes en Irak. Ce n'est que la seule voie pour obtenir la coopération de tous et empêcher certains d'entre eux de poursuivre les activités de pillage qui contribuent à faire perdurer le conflit.
- e. Les autres pays doivent contribuer par l'envoi de troupes afin de remplacer graduellement les troupes de la Coalition dirigée par les Etats-Unis en Irak. Ceci donnera aux Iraquiens d'avoir le sentiment que leur pays n'est plus sous occupation, et donnera aussi à l'ONU le libre cours pour poursuivre son mandat.

#### NOTES DE BAS DE PAGE

1. The Economist, 14 Septembre 2002, P58
2. The Economist, 14 Décembre 2002, P11
3. Colin L. Powel, "Remarks to the United Nations Security Council" February 14 2003  
file: //A: Remarks to the United Nations Security Council.htm
4. Dan Morgan and David B. Ottaway: "In Iraqi War Scenario, Oil is Key Issue: US driller Eye Huge Petroleum Pool," <http://www.washingtonpost.com/> Sunday, 14 Septembre 2002 p.57
5. Résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU S/RES/1637(2005) et S/RES/1723 (2006)
6. Toby Dodge, "Staticide in Iraq " *Le Monde diplomatique* (February 2007)
7. Maggie Farley and Richard Boudreaux, " Mexico 's Envoy to UN Leaves, With Defiance " *Los Angeles Times* (22Novembre, 2003)
8. *Bloomberg News* (6 Avril, 2007)
9. Dilemma for UN in Expanding Iraq Presence?, *Iraq Slogger*, 12 Juin 2007
10. Déclaration conjointe du Président George W Bush et du Premier Ministre Tony Blair sur l'Iraq le 8 Avril 2003. [Usinfo.State.gov](http://Usinfo.State.gov)
11. Tiré de Global View, "Post War Iraq: Baghdad has fallen now what?" 10 Avril, 2003 [www.fpa.org](http://www.fpa.org)
12. CPA website <http://www.iraqcoalition.org/bremerbio.html>
13. Thom Shanker, "Special Operations in Iraq : High Profile But in the Shadow," *New York Times* (29 Mai, 2007)